

23-06-2011

Protocole d'accord pour les entreprises de presse quotidienne 2011-2012

Neerlegging-Dépôt: 30/06/2011  
Regist.-Enregistr.: 18/07/2011  
N°: 104844/CO/130

CHAPITRE I. - Champ d'application

Art. 1er. Le présent protocole d'accord s'applique aux entreprises et aux travailleurs tombant sous l'application de la convention collective de travail du 18 octobre 2007, modifiée par la CCT du 19 novembre 2009, conclue au sein de la Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux, fixant les conditions de travail dans les entreprises de presse quotidienne.

CHAPITRE II. - Pouvoir d'achat

Art. 2. Accord interprofessionnel

Compte tenu du fait que les partenaires sociaux n'ont pas pu aboutir dans les délais impartis par la loi à un accord interprofessionnel fixant la marge maximale d'évolution du coût salarial pour les années 2011 et 2012, celle-ci est fixée à 0,30 % (Arrêté royal portant exécution de l'article 7 § 1 de la Loi du 26 Juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, MB 04.01.2011).

Les parties conviennent d'augmenter le montant actuel pour l'employeur des chèques repas de 0,70 EUR par travailleur par jour de travail réellement presté (dans le respect de la législation en la matière) à partir du 1er janvier 2012.

Des accords d'entreprises peuvent être conclus en vue de définir d'autres formules de concrétisation équivalente de cette mesure, pour une valeur nette annuelle de 154,00 EUR, à appliquer à partir du 1er janvier 2012. Les parties conviennent que de tels accords au niveau de l'entreprise doivent avoir lieu en concertation avec la délégation syndicale.

La présente augmentation du pouvoir d'achat est adoptée à titre récurrent.

Art. 3. Indemnité de repas

Le montant de l'indemnité de repas conventionnelle visée à l'article VII C de la CCT du 18/10/2007 fixant les conditions de travail dans les entreprises de presse quotidienne modifiée par la CCT du 19/11/2009, est porté à 4,23 EUR à partir du 1er janvier 2011 compte tenu de l'évolution de l'indice santé entre le 31 décembre 2008 (111,24) et le 31 décembre 2010 (113,84).

Art. 4. Frais de transport

Les parties conviennent que le montant par jour de travail effectif pour les travailleurs qui résident dans un rayon de 5 km et qui utilisent un moyen de transport privé ou public fera l'objet d'une indexation.

L'article 7 de la CCT sectorielle du 28 mai 2009 est modifié comme suit:

« L'employeur intervient à hauteur de 0,415 € par jour de travail effectif pour les travailleurs qui résident dans un rayon de 5 km et qui utilisent un moyen de transport privé ou public,

4

autre que la Société Nationale des Chemins de fer Belges pour parcourir une distance effective d'au moins 3 km.

Ce montant forfaitaire sera adapté à l'évolution de l'indice santé (ordinaire) lors de chaque renouvellement de la convention collective sectorielle et pour la première fois le 1er janvier 2011. ». Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, il s'élève à : 0,425 EUR.

#### Art. 5. Ancienneté

Les parties s'accordent sur l'octroi, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2012, d'un jour de congé d'ancienneté après vingt années ininterrompues de travail dans l'entreprise.

### CHAPITRE III. - Emploi et Bien-Etre

#### Art. 6. Prépension

La prépension conventionnelle à 58 ans et la prépension à mi-temps à 55 ans prévues par la CCT du 16 juin 2005, sont prorogées par convention collective jusqu'au 30 juin 2013.

La prépension conventionnelle à 56 ans (y compris la possibilité de prépension à 56 ans après 40 ans de carrière) est prolongée par convention collective jusqu'au 30 juin 2013 (sous réserve de la prolongation de la base légale, nécessaire pour la prolongation des systèmes de prépension à 56 ans.

Ces droits sont ouverts moyennant le respect des conditions (âge et ancienneté) prévues par la loi AIP du 12 avril 2011 (M.B. 28 avril 2011).

L'ensemble des régimes de prépension suit les conditions prévues par la CCT interprofessionnelle n° 17 du 19 décembre 1974, telle que modifiée par la CCT interprofessionnelle n° 17 tricies bis du 20 décembre 2007.

Le droit à l'indemnité complémentaire de prépension accordée aux travailleurs licenciés dans le cadre de la présente convention collective de travail, est maintenu à charge du dernier employeur lorsque les travailleurs reprennent une activité en tant que travailleur salarié ou en tant que travailleur indépendant dans les conditions et modalités fixées par la CCT interprofessionnelle n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, telle que modifiée notamment par la CCT interprofessionnelle n° 17 tricies du 19 décembre 2006.

En cas de prépension de travailleurs bénéficiant d'un crédit-temps ou d'une diminution de carrière pour les travailleurs âgés de 55 ans et plus, le salaire réel à 100 p.c. sera pris en considération lors du calcul de la prépension.

#### Art. 7. Groupes à risque

4

Le paiement de la cotisation sociale patronale de 0,15 p.c. (0,10+0,05) en faveur de la formation et de l'emploi des groupes à risque est prolongé en 2011-2012. L'ensemble des 0,15 p.c. est réparti de façon communautaire entre Cefograf et Grafoc selon la clé de répartition décidée par le Conseil d'administration de FOGRA.

Les partenaires sociaux s'engagent à mettre tout en œuvre pour accroître annuellement de 5 p.c. le taux de participation des travailleurs aux formations.

#### Art. 8. Crédit temps

Compte tenu des dispositions de la CCT interprofessionnelle n° 77 bis du 19 décembre 2001, telle que modifiée par la CCT interprofessionnelle n° 77 quater du 30 mars 2007, et particulièrement du droit généralisé à la diminution de carrière de 1/5<sup>ème</sup> pour les travailleurs âgés de 55 ans et plus, les employeurs comme les représentants des travailleurs seront particulièrement attentifs à ce que les différentes modalités d'exercice de ce droit soient examinées au niveau de l'entreprise afin de permettre une organisation et une répartition adéquates de la charge de travail.

Les parties conviennent d'octroyer, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2011, un droit individuel au crédit-temps pour les travailleurs de 52 ans et plus. Concrètement, dans les entreprises où le crédit-temps est limité à 5 p.c. du personnel, les demandes des 52 ans et plus ne seront plus intégrées dans le calcul du plafond. Dans les entreprises où il a été convenu de dépasser le plafond minimum légal de 5 p.c., les modalités pratiques seront discutées au niveau de l'entreprise tout en respectant le principe de base du droit individuel des 52 ans et plus.

#### Art. 9. Formation

Compte tenu de l'article 11 § 5 de la CCT du 18 octobre 2007 fixant les conditions de travail dans les entreprises de presse quotidienne modifiée par la CCT du 19 novembre 2009, qui stipule que chaque travailleur a droit, au niveau de chaque entreprise, à un jour de formation professionnelle par an, tant les employeurs que les représentants des travailleurs veilleront spécialement, au cours du 1<sup>er</sup> trimestre, à ce que le plan de formation de l'année concernée soit établi et approuvé en conseil d'entreprises (ou au sein de l'organe de concertation) et à ce qu'une évaluation du plan de formation de l'année antérieure soit effectuée. Cette disposition entre en vigueur au 1<sup>er</sup> trimestre 2012.

#### CHAPITRE IV. – Divers

#### Art. 10. Fonds Spécial des industries graphiques et des journaux

La prime syndicale est augmentée à 132 EUR (paiement début 2012).

Conformément au Protocole d'accord pour les entreprises de presse quotidienne 2009- 2010, à partir du 4<sup>ème</sup> trimestre de 2011, la cotisation sociale patronale complémentaire et temporaire de 0,06 p.c. destinée aux paiements du Fonds Spécial, instituée par la CCT du 19 novembre 2009 modifiant et coordonnant les statuts du Fonds Spécial, n'est pas prolongée.

4

A partir du 4<sup>ème</sup> trimestre de 2011, la cotisation sociale patronale, destinée au financement de la Caisse de Retraite Supplémentaire, est augmentée de 0,04 p.c.

**Art. 11. Comité de pilotage Classification de fonctions**

Les parties conviennent d'élargir les compétences du Comité de pilotage Classification de fonctions aux points suivants : avenir de la commission paritaire, champ d'application de la classification de fonctions et statut.

**Art. 12. Paix sociale**

Durant la durée de la présente convention, les deux parties s'engagent à préserver la paix sociale dans les entreprises.

**CHAPITRE V. - Validité**

**Art. 13.** Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2011 et reste d'application jusqu'au 31 décembre 2012 inclus, sauf pour les articles qui en disposent autrement.

23-06-2011

## Protocol van akkoord voor de dagbladondernemingen 2011-2012

### HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Art. 1. Dit protocol van akkoord is van toepassing op de ondernemingen en werknemers die onder de toepassing vallen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 oktober 2007, gewijzigd bij CAO van 19 november 2009, gesloten in het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden in de ondernemingen van de dagbladpers.

### HOOFDSTUK II. - Koopkracht

#### Art. 2. Interprofessioneel Akkoord

Rekening houdend met het feit dat de sociale gesprekspartners binnen de termijn bepaald door de wet geen interprofessioneel akkoord bereikt hebben dat de bedoelde marge vastlegt, werd de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling voor de jaren 2011 en 2012 vastgelegd op 0,3% (Koninklijk Besluit tot uitvoering van artikel 7§1 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, B.S. 01/04/2011).

Partijen komen overeen de bestaande werkgeversbijdrage inzake maaltijdcheques vanaf 1 januari 2012 per werknemer per gepresteerde werkdag (rekening houdend met de wetgeving terzake) te verhogen met 0,70 EUR.

Op ondernemingsvlak kunnen akkoorden worden gesloten om met een gelijkwaardig voordeel een andere invulling te geven aan deze maatregel, met een jaarlijkse nettowaarde van 154,00 EUR, toe te passen vanaf 1 januari 2012. Partijen komen overeen dat dergelijke akkoorden op ondernemingsvlak in overleg met de syndicale delegatie dienen te gebeuren.

Deze verhoging van de koopkracht geldt op recurrente wijze.

#### Art. 3. Maaltijdvergoeding

Het bedrag van de conventionele maaltijdvergoeding waarvan sprake in artikel VII C van de cao van 18/10/2007, gewijzigd bij CAO van 19/11/2009 tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden in de ondernemingen van de dagbladpers, wordt vanaf 1 januari 2011 verhoogd tot 4,23 EUR rekening houdend met de evolutie van de gezondheidsindex tussen 31 december 2008 (111,24) en 31 december 2010 (113,84).

#### Art. 4. Vervoerkosten

Partijen komen overeen het bedrag per effectieve arbeidsdag voor de werknemers die verblijven binnen een straal van 5 kilometer en die gebruik maken van privé of openbaar vervoer aan een indexering te onderwerpen.

Artikel 7 van de sectorale CAO van 28 mei 2009 wordt als volgt gewijzigd:

De werkgever komt tegemoet voor een bedrag van 0,415 EUR per effectieve arbeidsdag voor de werknemers die verblijven binnen een straal van 5 kilometer en die gebruik maken van een privé of openbaar transportmiddel, ander dan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, om een effectieve afstand af te leggen van minstens 3 kilometer.

Dit forfaitaire bedrag, zal worden aangepast aan de evolutie van de (gewone) gezondheidsindex bij elke hernieuwing van de sectorale collectieve overeenkomst, en dit voor de eerste maal op 1 januari 2011." Op 1 januari 2011 bedraagt deze: 0,425 EUR.

#### Art. 5. Anciënniteit

Partijen komen overeen met ingang van 1 januari 2012 één anciënniteitdag toe te kennen na twintig jaar ononderbroken tewerkstelling in het bedrijf.

### HOOFDSTUK III. - Werkgelegenheid en welzijn

#### Art. 6. Bruggpensioen

Het conventioneel bruggpensioen op 58 jaar en het halftijds bruggpensioen op 55 jaar voorzien in de CAO van 16 juni 2005 worden bij collectieve arbeidsovereenkomst verlengd tot 30 juni 2013. Het conventioneel bruggpensioen op 56 jaar ( met inbegrip van de mogelijkheid op bruggpensioen vanaf 56 jaar na 40 jaar loopbaan) wordt bij collectieve arbeidsovereenkomst verlengd tot 30 juni 2013, onder voorbehoud van verlenging van de wettelijke basis, noodzakelijk voor de verlenging van de bruggpensioenstelsels op 56 jaar. .

Deze rechten worden geopend mits voldaan is aan de voorwaarden (leeftijden en anciënniteitsvoorwaarden) voorzien in de IPA-wet van 12 april 2011 (B.S. 28 april 2011).

Het geheel van bruggpensioenregimes volgt de voorwaarden voorzien door de interprofessionele CAO nr. 17 van 19 december 1974, zoals gewijzigd door de interprofessionele CAO nr. 17 tricies bis van 20 december 2007.

Het recht op een aanvullende vergoeding voor bruggpensioen toegekend aan werknemers die ontslagen worden in het kader van de huidige collectieve arbeidsovereenkomst, blijft ten laste van de werkgever die het bruggpensioen heeft toegekend indien de werknemers hun activiteit hernemen als loontrekkende of als zelfstandige onder de voorwaarden en modaliteiten vastgelegd door de interprofessionele CAO nr. 17 van 19 december 1974 die een regime van aanvullende vergoeding instelt voor bepaalde bejaarde werknemers, in geval van ontslag, en zoals gewijzigd door de interprofessionele CAO nr. 17 tricies van 19 december 2006.

4

In het kader van brugpensioenen van werknemers die genieten van het regime van tijdskrediet of loopbaanvermindering voor de werknemers van 55 jaar en ouder, wordt het reële loon aan 100 pct. in aanmerking genomen bij de berekening van het brugpensioen.

#### Art. 7. Risicogroepen

De betaling van de patronale bijdrage van 0,15 pct. (0,10 + 0,05) ten voordele van de vorming en tewerkstelling van de risicogroepen wordt verlengd in 2011-2012. Het geheel van de 0,15 pct. wordt communautair verdeeld tussen Cefograf en Grafoc volgens de verdeelsleutel beslist door de raad van bestuur van FOGRA.

De sociale partners verbinden zich ertoe alles in het werk te stellen om jaarlijks de deelnamegraad van de werknemers aan vormingen met 5 pct. te doen toenemen.

#### Art. 8. Tijdskrediet

Rekening houdend met de bepalingen van de interprofessionele CAO nr. 77 van 19 december 2001, zoals gewijzigd door de interprofessionele CAO nr. 77 quater van 30 maart 2007, en in het bijzonder het veralgemeende recht op loopbaanvermindering met 1/5<sup>e</sup> voor de werknemers van 55 jaar en ouder, zullen zowel werkgevers als vertegenwoordigers van de werknemers er bijzonder over waken dat de verschillende uitvoeringsmodaliteiten van dit recht bekeken worden op het niveau van de onderneming, met de bedoeling een adequate organisatie en verdeling van de arbeidslast toe te laten.

Partijen komen overeen vanaf 1 september 2011 een individueel recht op tijdskrediet toe te kennen voor 52-plussers. In concreto zullen in ondernemingen waar het tijdskrediet beperkt is tot 5 pct. van het personeelsbestand, de aanvragen van 52-plussers niet worden meegerekend bij het berekenen van deze drempel. In de ondernemingen waar op ondernemingsvlak afgeweken wordt van de wettelijke minimumgrens van 5 pct., zullen de praktische modaliteiten op ondernemingsvlak besproken worden met respect voor het beginsel van het individueel recht van de 52-plusser.

#### Art. 9. Vorming

Rekening houdend met art. 11§5 van de CAO van 18 oktober 2007, gewijzigd bij CAO van 19 november 2009, tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden in de ondernemingen van de dagbladpers dat bepaalt dat elke werknemer op het niveau van elke onderneming recht heeft op 1 dag beroepsopleiding per jaar, zullen zowel werkgevers als vertegenwoordigers van de werknemers er in het bijzonder over waken dat in de loop van het eerste kwartaal het vormingsplan van het betreffende jaar wordt voorgesteld en goedgekeurd op de ondernemingsraad of het overlegorgaan en het vormingsplan van het voorgaande jaar wordt geëvalueerd. Deze bepaling treedt in werking in het eerste kwartaal van 2012.

#### HOOFDSTUK IV. – Varia

##### Art. 10. Bijzonder Fonds voor het Grafische en Dagbladbedrijf

De syndicale premie wordt opgetrokken naar 132 EUR (uitbetaling begin 2012).

Conform het protocol van akkoord voor de dagbladondernemingen 2009-2010 wordt de bijkomende en tijdelijke patronale bijdrage bestemd voor de betalingen van het Bijzonder Fonds, voorzien in de CAO van 19 november 2009 houdende wijziging en coördinatie van de statuten van het Bijzonder Fonds, vanaf het 4 trimester van 2011 niet verlengd.

Vanaf het 4<sup>de</sup> trimester 2011 wordt de patronale bijdrage bestemd voor de betaling van de Aanvullende pensioenskas, verhoogd met 0,04 pct.

##### Art.11 Stuurgroep Functieclassificatie

Partijen komen overeen de bevoegdheden van de Stuurgroep Functieclassificatie uit te breiden met de volgende punten: toekomst van het paritair comité, het toepassingsgebied van de classificatie en het statuut.

##### Art. 12. Sociale vrede

Beide partijen verbinden zich ertoe om gedurende de looptijd van deze overeenkomst de sociale vrede in de ondernemingen te handhaven.

#### HOOFDSTUK V. – Geldigheid

Art. 13. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 januari 2011 en blijft van toepassing tot en met 31 december 2012, met uitzondering van de artikelen die er anders over beschikken.